



L'ASSEMBLEE DE LA C.E.C.A. A ROME

(5 - 8 novembre 1957)



Montecitorio - M. Giovanni Gronchi a la parole

MOUVEMENT EUROPEEN

PRESIDENCE D'HONNEUR

Dr. Konrad ADENAUER, M. Léon BLUM (1948-1950), Sir Winston CHURCHILL, Comte R. COUDENHOVE - KALERGI, MM. Alcide de GASPERI (1948-1954), Robert SCHUMAN, Paul-Henri SPAAK.

Président: Robert Schuman

Vice-Présidents: Robert BICHET, Sir Robert BOOTHBY, Hermann PUNDER.

Délégué général à la Propagande: André PHILIP.

Délégué général aux Relations Extérieures: Docteur J.-H. RETINGER.

Trésorier: Baron BOEL.

Secrétaire général: Robert van SCHENDEL.

CONSEIL INTERNATIONAL

Membres: Délégués des Mouvements affiliés, des Conseils Nationaux, des Comités nationaux en exil et des Organisations associées.

BUREAU EXECUTIF INTERNATIONAL

Robert SCHUMAN, Edward BEDDINGTON-BEHRENS, P. R. BENTZ van den BERG, Robert BICHET, Baron BOEL, Georges BOHY, Arthur CALTEUX, René COURTIN, Jean DRAPIER, Muhlis ETE, E. G. FOCKE, Palmiro FORESI, André FRANCOIS-PONCET, Ernst FRIEDLAENDER, Enrique GIRONELLA, Frode JAKOBSEN, Lord LAYTON, René LHUILLIER, Eduard LUDWIG, Salvador de MADARIAGA, Roger MOTZ, Franco NOBILI, H. R. NORD, Randolfo PACCIARDI, Georges PESMAZOGLU, André PHILIP, Georges REBATTET, Dr. J. H. RETINGER, ETIENNE de la VALLEE POUSSIN, Karl WISTRAND, Terje WOLD, Robert van SCHENDEL.

CONSEIL PARLEMENTAIRE DU MOUVEMENT EUROPEEN

Président Georges BOHY.

Président **COMITE' D'ACTION** André FRANCOIS-PONCET

	Présidées par :
Commission Économique et Sociale	Hermann J. ABS.
Commission pour la Jeunesse	Jean DRAPIER.
Commission Culturelle	Salvador de MADARIAGA.

MOUVEMENTS AFFILIES

	<i>Présidents:</i>
Ligue Européenne de Coopération Économique	Baron BOEL.
Mouvement Libéral pour l'Europe Unie	Roger MOTZ.
Mouvement Socialiste pour les États-Unis d'Europe	André PHILIP.
Nouvelles Équipes Internationales	Auguste De SCHRIJVER.
Union Européenne des Fédéralistes	Enzo GIACCHERO

INSTITUTIONS AUTONOMES

Centre Européen de la Culture (Genève)	Denis de ROUGEMONT.	Directeur
Collège d'Europe (Bruges)	H. BRUGMANS, Recteur.	
Commission de l'Europe Centrale et Orientale	Étienne de la VALLÉE-POUSSIN, Président.	

SECRETARIAT GENERAL

BRUXELLES: 25, rue de Spa, Tél. 18-58-00

SECRETARIAT INTERNATIONAL POUR LA JEUNESSE

Délégué Général	André PHILIP.
Délégué Général des Organisations de Jeunesse affiliées	Franco NOBILI.
Secrétaire Général	Philippe DESHORMES.

PARIS: 82, Avenue Marceau. Tél. BALzac 69-05.

LES CONSEILS NATIONAUX: Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, France, Grande Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Turquie.

ETERNELLE RUSSIE

par
**WLADIMIR
IONESCO**

Donc le maréchal Joukov, le vainqueur de Berlin, le prestigieux « héros de la Patrie Soviétique », cet homme que Staline avait banni et qui, rentré à Moscou après la mort du tyran, reprit le commandement en chef des forces armées russes, ce militaire chargé de gloire et de décorations fut « liquidé » en quelques heures avec une facilité dérisoire.

La défenestration d'un tel personnage nous paraissait à nous, Européens, inconcevable. Et pourtant le fait est là. Des esprits subtils s'ingénierent alors à lui trouver une explication. On avança l'hypothèse d'une rivalité qui opposerait Khrouchtchev à Joukov; on fit appel à l'histoire afin de découvrir des précédents permettant de considérer l'événement comme un épisode de la lutte pour la suprématie entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire; on rappela, en les exagérant, certaines imprudences du maréchal et on s'empressa de proclamer la victoire de Khrouchtchev et à lui reconnaître une espèce de génie de la ruse. Il y a sans doute du vrai dans ces conjectures. Mais elles ne nous fournissent pas une explication complète et cohérente de l'événement. Elles négligent, en effet, un des termes essentiels de l'affaire, à savoir: le décret portant la destitution du maréchal fut entériné sans qu'une seule voix se fût levée pour prendre la défense de l'ostracisé. Décidée par le secrétaire général du Comité Central du parti communiste, approuvée par cet organe de direction et par le Présidium du Soviet Suprême, la destitution de l'illustre chef militaire fut tacitement acceptée par l'armée elle-même, par la bureaucratie de l'Etat, par les organisations périphériques du parti, par le peuple. Elle ne souleva aucune objection et ne détermina pas

la moindre réaction. La règle de l'unanimité fonctionna à perfection. Et, fait significatif, elle joua sans accroc quoique Khrouchtchev se fût bien gardé de faire recours à l'arme stalinienne de la terreur et de l'assassinat.

Apparemment, donc, le parti et son secrétaire général auraient gagné leur bataille contre l'armée et contre Joukov. Comment cela a-t-il été rendu possible? Quels facteurs, quelles forces, quelles circonstances induisirent l'armée à faire acte de soumission? Pourquoi les camarades du maréchal qui avaient combattu sous ses ordres et qu'il avait, lui, portés à la victoire, pourquoi ses camarades avec lesquels il était lié par une commune conception de l'honneur et du devoir militaire, ses amis et ses obligés soit dans l'armée soit en dehors d'elle, pourquoi tous ces gens-là acceptèrent-ils son limogeage? Si énigmatique que reste pour nous l'âme russe, il est difficile de penser que le communisme ait pu anéantir tout esprit de corps, tout sentiment de loyauté et amitié, tout sens de l'honneur et de camaraderie, bref qu'il ait réussi à changer de fond en comble la nature humaine elle-même.

Derrière la façade...

Et alors? Eh bien, il faut alors admettre que derrière la façade communiste il y a en Russie des réalités, des forces, des tendances qui dépassent le parti,

qui débordent son appareil bureaucratique et qui assez souvent imposent leur loi à tous les organes de l'Etat, gouvernement, parti, armée, administration. Il est certain qu'il ne s'agit pas d'un mouvement organisé ayant ses chefs, son programme, son idéologie. Il s'agit plutôt d'un courant d'idées et de sentiments très dynamique dont le dénominateur commun est la foi dans la mission universelle et la grandeur de la Russie éternelle. C'est dans ce courant qu'il faut chercher les données essentielles qui conditionnent la vie politique et spirituelle russe.

C'est une exigence de ces réalités, de ces forces, de ces tendances qui a déterminé l'éloignement — peut-être provisoire — du maréchal Joukov de la scène politique. Pas de victoire de Khrouchtchev sur Joukov, ni du parti sur l'armée. L'un et l'autre, le parti et son chef, ne sont que les bénéficiaires temporaires d'une opération dans l'accomplissement de laquelle ils furent plutôt des instruments.

En sacrifiant le maréchal Joukov on a évité un conflit ouvert entre l'armée et le parti. Car un tel conflit risquait de provoquer un grave affaiblissement de la Russie et par conséquent la ruine du dessein de domination et d'expansion russe. Ces réalités, ces forces, ces tendances dont je parlais plus haut et qui œuvrent pour une réintégration parfaite et totale de la Russie dans son destin historique se refusaient à faire courir au pays un si grave risque.

C'est sous cet angle qu'il convient de considérer l'affaire Joukov pour qu'elle soit intelligible et qu'elle puisse satisfaire aux besoins de la logique. C'est sous le même angle qu'il faut

envisager le sens de la « liquidation » politique de Molotov, de Malenkov, de Kaganovic, de Shepilov et de bien d'autres personnages du régime bolchevique. « Un colpo al cerchio, un colpo alla botte » disent les Italiens. Après avoir frappé les quatre ministres « anti-parti » pour éviter une guerre partisane, on a frappé aussi Joukov pour épargner à la Russie les risques d'une nouvelle guerre civile.

L'appétit de conquête

Tout doit être subordonné à l'idée impérialiste, tout doit être sacrifié à l'appétit de conquête et à la volonté de puissance qui confèrent ce caractère singulier au destin historique de la Russie. Demain ce sera le tour de Khrouchtchev si des nécessités identiques exigent son sacrifice. Et ainsi de suite.

Ce n'est pas là une théorie que je construis pour tâcher de fournir une explication plausible aux récents événements russes. Je constate seulement l'existence d'un état de fait. Et nous avons une preuve tangible, concrète, matérielle à cet égard: le lancement des deux « Spoutnik », engin aussi bien scientifiques que militaires. Leur inventeur et leur construction témoignent de cette volonté de tout subordonner à la puissance de l'Etat afin qu'il soit en mesure de faire face aux exigences de la politique impérialiste. Ce succès de la science et de la technique russe nous apporte le témoignage irréfutable de l'exceptionnel effort financier consenti par l'Etat soviétique, du méticuleux travail de laboratoire et de recherche scientifique accompli par les savants et les techniciens russes, de la dédication entière avec laquelle ils se sont consacrés à la réussite de l'entreprise; dédication qui, pour la plupart d'entre eux ne provient pas d'un attachement à la doctrine communiste mais de leur foi dans une Russie toute puissante destinée à gouverner le monde.

Camouflage et cynisme

D'ailleurs, le régime communiste, lui-même, dès son avènement, s'était appliqué à faire siennes les lignes directrices de la politique étrangère de la Russie impériale. Il lui fut impossible d'intervenir efficacement dans les affaires internationales durant les premières années de son règne. Mais à mesure que dans le chaos intérieur créé par la Révolution d'Octobre un principe de stabilité et d'ordre se faisait jour, l'action du gouvernement bolchevique sur le plan international devenait de plus en plus forte. Elle tâchait de s'identifier avec l'action diplomatique de l'ancienne Russie: même volonté de puissance

deux provinces roumaines, la Bessarabie et la Boukovine septentrionale. Entraînés à leur tour dans la ronde infernale de la guerre les Soviets ne perdirent jamais de vue, même aux moments les plus graves de la campagne de Russie, les objectifs de leur politique de conquête. Tirant profit du désaccord qui régnait dans le camp des Alliés et de la myopie politique de certains hommes d'Etat occidentaux, ils réussirent à s'assurer la possession des territoires et des pays obtenus grâce à leur pacte avec Hitler et à imposer, la guerre finie, leur domination sur une bonne moitié du continent européen.

Toujours le même visage sous les oripeaux communistes...



(Dessin de Dragulesco)

Depuis longtemps déjà, les maîtres avaient jeté au orties le slogan de la « révolution mondiale » et avaient aboli le Komintern et le Kominform dont les partis communistes occidentaux réclament vainement la reconstitution. Les Russes les considéraient périmés et encombrants. Khrouchtchev ne veut plus en entendre parler. Il est pris tout entier par un travail bien plus sérieux: celui d'assurer à la Russie la suprématie en fait d'engins balistiques intercontinentaux.

Le problème soviétique cesse donc d'être un problème d'expansion du communisme à travers la révolution mondiale et le Komintern. Il se pose maintenant en termes de volonté de conquête par la violence et par la guerre. Il ne fut jamais au fond posé en d'autres termes. Seul l'Occident se laissa rouler par l'épouvantail bolchevique.

Ainsi, derrière les lamentables oripeaux communistes se dessine de plus en plus nettement le visage ambigu, tourmenté et lourd de funestes présages de cette « éternelle Russie » poursuivant son rêve insensé de l'Empire universel.

et d'expansion, mêmes buts, mêmes moyens. Quoique habilement camouflée dans le drapeau rouge-sang de la Révolution mondiale et de l'Internationale communiste, c'était la même politique. Elle se manifesta avec un cynisme inégalable, à la veille de la seconde guerre mondiale, par l'agression contre la Finlande et par la conclusion du pacte Ribbentrop-Molotov qui allait permettre à la Russie de s'annexer les Etats Baltes et de s'emparer d'un tiers du territoire polonais ainsi que des

Sir ALEC KIRKBRIDE

L'ETAT - CLIENT

Sir Alec Kirkbride, éminent diplomate, ancien représentant du Gouvernement britannique à la Commission Permanente des Mandats de Genève nous parle d'une nouvelle formule soviétique d'expansion: les Etats clients.

De nombreux journaux de la presse mondiale ont publié des articles où il est affirmé que la Syrie est devenue un satellite de la Russie. Ces affirmations ne sont pas exactes. Dans certains cas les Etats « satellites » ou dits tels sont occupés par les troupes russes ou doivent, en tout cas, suivre les directives établies par le Kremlin aussi bien pour leur politique intérieure que pour leur politique extérieure. En Syrie, on n'en est pas encore là, mais les liens qui rattachent cet Etat au bloc soviétique au point de vue militaire comme au point de vue économique justifient l'appellation de « Etat client ».

La Syrie est peut être le premier exemple typique d'une nouvelle technique russe d'expansion. Les dirigeants soviétiques pratiquèrent tout d'abord la plus primitive des politiques impérialistes et cherchèrent l'expansion en Asie centrale. Puis il créèrent les Etats satellites de l'Europe orientale et méridionale, mais ils suivent maintenant une méthode de domination plus subtile et plus neuve.

On estime que jusqu'à ce jour la valeur des armements et des équipements militaires que la Syrie a reçus du bloc soviétique se monte à 50 millions de livres sterling. Ces fournitures comprennent 60 avions de chasse à réaction, six torpilleurs, 200 chars d'assaut de 34 tonnes, 100 canons légers et 150 canons de campagne, 200 canons anti-char, plus de 200 chars blindés pour le transport des troupes et des armes légères. Ces fournitures ne sont pas offertes gratis à la Syrie, elles doivent être payées et les intérêts s'ajouteront à la dette tant qu'elle ne sera pas éteinte.

Quant à l'aide économique beaucoup dépend des conditions auxquelles elle est accordée. De leur propre aveu les autorités syriennes et soviétiques auraient conclu un accord de principe sur la base duquel l'assistance soviétique sera accordée pour des travaux d'irrigation, la construction de centrales hydroélectriques, la réalisation d'entreprises industrielles pour l'amélioration des voies de communication; les Soviets accorderont en outre à la Syrie un prêt pour couvrir les frais occasionnés par la préparation et la surveillance des travaux, le montage des outillages en échange de blé et de coton syrien. Il reste à voir comment les choses se résoudront en pratique, mais les conditions sont des plus vagues. Un contrat pour plus de 50 millions de livres sterling a déjà été signé avec une firme tchécoslovaque pour la construction d'une raffinerie à Homs.

Il est évident que la Syrie n'est pas en possession des moyens qui lui permettraient de faire front à des paiements en espèces et l'accord semblerait essentiellement fondé sur le principe du troc: production agricole syrienne contre produits manufacturés et services russes.

Le taux d'intérêt sur toutes les avances et crédits faits par l'Union Soviétique est de 2 1/2 pour cent par an. A première vue cet accord semble donc assez régulier pour les deux parties, mais un examen plus approfondi révèle qu'il peut être appliqué au détriment de la Syrie. Par exemple, autrefois la Syrie donnait du blé et du coton en échange de devises négociables, tandis qu'à l'avenir, pour ce qui regarde les ventes au bloc

soviétique elle n'encaissera plus de devises. La production syrienne sera échangée contre des armes, des outillages et des services mais ce sont les autorités soviétiques qui auront le dernier mot pour ce qui concerne les prix auxquels seront portées les marchandises accréditées. Rien n'empêche à la Russie de vendre les produits achetés à la Syrie à un prix inférieur à ceux du marché mondial en échange de devises négociables et de réaliser un bénéfice en haussant les prix des marchandises russes portées au compte syrien.

Il est donc clair que s'ils continuent à suivre la même politique les dirigeants syriens se trouveront liés de façon inextricable à l'économie soviétique. Il est possible qu'ils se croient assez habiles pour ménager les deux parties, et pour garder leur liberté d'action sur le plan international. Il peut se faire qu'il voient en l'Egypte un exemple à suivre pour obtenir ce résultat; mais il y a une différence fondamentale entre l'attitude égyptienne et celle de la Syrie vis à vis du groupe soviétique. En Egypte, l'aide russe a été acceptée mais en même temps le communisme a été efficacement évincé de la politique égyptienne.

En Syrie, au contraire, les communistes et leurs alliés de gauche sont bien placés au point de vue de la politique intérieure et les liens qui les unissent au bloc soviétique pourront se révéler indestructibles quand les capitalistes syriens qui sont en train de flirter avec leurs ennemis de classe décideront de modifier leur politique actuelle. Alors le client pourrait bien devenir un « satellite ».

5 - 8 NOVEMBRE 1957

La C. E. C. A. à Rome

C'est Rome qui a eu l'honneur de voir s'ouvrir la session extraordinaire de l'Assemblée de la C.E.C.A. qui marque la fin de la période transitoire d'application du traité de la Communauté Charbon-Acier, commencée il y a cinq ans. Cette session prépare la création de la nouvelle Assemblée qui, à partir du 1er janvier, abordera les problèmes plus amples du Marché Commun et de l'Eura-tom.

Commencés dans la matinée du 5 novembre les travaux se sont déroulés dans l'hémicycle de Montecitorio, siège de la Chambre des députés italienne.

L'audience du Saint-Père

Le 3 novembre Pie XII a reçu les délégués de l'Assemblée à Castelgandolfo. Une fois de plus le Saint-Père a confirmé que l'Eglise est solidaire avec la doctrine européenne, aussi bien du point de vue économique que du point de vue politique.

« C'est avec plaisir — a dit Pie XII — que Nous saluons en vous la première et jusqu'ici unique institution parlementaire européenne régulièrement constituée par des représentants de différents Etats. Personne n'ignore que Nous avons suivi avec intérêt les efforts vers la fédération entrepris dès la fin du conflit mondial et, en particulier, le projet qui devait porter à la constitution de cette Communauté qui est dotée de véritables pouvoirs dans son secteur. L'idée en fut lancée en mai 1950 dans un esprit à la fois audacieux et réalisateur et l'année suivante un traité, signé par les six Pays que vous représentez, en déterminait la constitution; ce traité entrerait en vigueur le 25 juillet 1952 et bien vite donnait les premiers favorables résultats économiques ».

Pie XII affronta ensuite le thème de la supranationalité: « Il y a un ensemble de raisons — a-t-il dit — qui invite aujourd'hui les Nations d'Europe à se fédérer réellement. Les ruines matérielles et morales causées par la dernière guerre mondiale ont mieux fait comprendre l' inanité des politiques étroitement nationalistes: l'Europe martyrisée et affaiblie sent le besoin de s'unir et de mettre fin à des rivalités séculaires: elle voit les territoires qu'elle avait placés sous sa tutelle arriver rapidement à l'autonomie. Elle constate que le marché des matières premières est passé de l'échelle nationale à l'échelle continentale: elle sent, enfin, avec le reste du monde, que tous les hommes sont frères et sont appelés à s'unir dans le travail pour s'adosser toute la misère de l'humanité, pour faire cesser le scandale de la faim et de l'ignorance... »

« Il ne s'agit pas d'abolir la patrie ni de fondre arbitrairement des races. L'amour de la patrie découle directement des lois de nature, comprises dans le texte traditionnel des Commandement de Dieu... Toutefois le devoir consistant à reconnaître les mérites et le labeur des ancêtres engendre bien souvent une préférence instinctive pour certaines formes de vie et de pensée, un attachement à certains privilèges qui n'ont pas toujours ou qui n'ont plus de raisons d'être en face de nouvelles obligations créées par l'évolution rapide et profonde du monde moderne... ».

* * *

Au matin du 5 les membres de l'Assemblée siégeaient dans l'hémicycle, groupés par partis et non par Pays, quand le Pré-

sident de la République Italienne, M. Giovanni Gronchi, entra après avoir été accueilli au haut de l'escalier de Montecitorio, la Chambre des Députés, par le Président de l'Assemblée, l'allemand Hans Furler (D.C.), les Présidents des Chambres italiennes, le Président du Conseil et les hauts fonctionnaires de la C.E.C.A.

Le discours de M. Hans Furler

M. Hans Furler a dit notamment:

« C'est la première fois que notre Parlement a l'honneur d'accueillir un chef d'Etat. J'estime que cette visite a une signification particulière car nous nous trouvons à un carrefour important de l'histoire de l'intégration européenne... Dans le sombre tableau que présente aujourd'hui le monde, existe une zone d'où provient une lumière rassurante: la libre Europe occidentale... Notre continent doit rester à l'avant-garde du progrès social, il doit rester la source de la morale et de la liberté, il doit devenir un territoire de bien-être général... ».

Puis l'orateur demanda à M. Gronchi le bien vouloir parler à l'Assemblée.

Le discours de M. Giovanni Gronchi

Parlant tout d'abord du travail accompli par la C.E.C.A., le Président de la République Italienne a déclaré:

« ...Au milieu des intérêts divergents qui cherchaient à assurer leur défense personnelle dans une honnête et objective discussion entre les divers Pays, votre travail n'a pas manqué de

considérer entre autre l'aspect social des problèmes... Et je ne surprendrai personne en insistant sur l'importance de cet aspect... Les nouvelles classes qui participent à la vie de la démocratie et de l'Etat acquièrent une influence de plus en plus grande et directe dans la vie politique de chaque Pays... ».

Une compétition qui nous engage tous...

Abordant ensuite la situation politique internationale, M. Gronchi a fait une allusion indirecte au Moyen Orient:

« ...Les peuples qui étaient restés jusqu'ici en dehors de l'histoire contemporaine se demandent quel est le système qui répondra le mieux à leurs aspirations sociales et politiques: ou l'un qui tend à annuler l'individu dans l'Etat, ou l'autre qui, partant de l'individu, s'appuie sur le principe de la dignité humaine. C'est une compétition qui nous engage tous: car c'est d'elle plus encore peut-être que de la force des armes, même les plus destructives, que découlera dans les années à venir le destin du monde... ».

* * *

Dans l'après midi M. René Mayer confirmait sa démission de Président et la Haute Assemblée entreprenait la discussion du premier point à l'ordre du jour des travaux: La sécurité dans les mines, sur la base de trois relations (M. le sénateur Carboni, italien, pour le côté juridico-administratif de la question, M. Hazenbosch, hollandais, pour le côté technique, M. Vanrullen, français, pour la sécurité proprement dite, du point de vue humain). On aborda ensuite le problème de la libre circulation des travailleurs dans les Pays de la C.E.C.A.

Le débat était marqué notamment par une intervention de M. Debré, qui a souligné les inconvénients du déséquilibre démographique et économiques dans les divers pays de la Communauté. Il est bon, a-t-il dit,



M. Giovanni Gronchi est accueilli par M. Hans Furler

que la Haute Autorité se préoccupe de donner aux travailleurs la liberté de demeurer dans leur pays d'origine, ce qui ne peut être obtenu qu'en favorisant les investissements dans les régions sous-développées afin d'absorber la main-d'œuvre excédentaire.

L'intervention de M. René Pleven

La journée du 7 fut dominée par le rapport de M. Pleven sur la politique commerciale de la C.E.C.A. et les perspectives du marché commun général. L'ancien président du conseil a répliqué avec énergie aux accusations récemment portées tant

au G.A.T.T. qu'à l'O.E.C.E. et à la commission de tutelle de l'O.N.U. contre la politique d'intégration des Six.

« L'idée du marché commun fait aujourd'hui figure d'accusée, a dit M. Pleven. On accuse les Six de protectionnisme, de tendance à l'autarcie. Le bilan des cinq années d'expérience de la C.E.C.A. répond avec éclat à ces accusations injustes et non fondées. Il montre en effet que dans le domaine du charbon et de l'acier la Communauté à six a été génératrice d'un sensible élargissement des échanges avec les pays tiers. La participation de la C.E.C.A. au volume total des échanges durant ces cinq ans a été en croissance constante. Dans le domaine des tarifs

douaniers la C.E.C.A., harmonisant ses tarifs extérieurs au niveau le plus bas, est même allée au delà de ce que lui imposait le G.A.T.T.

Il convient, a ajouté solennellement M. Fleven, que nous, députés de la Communauté du charbon et de l'acier, qui allons devenir les députés du Parlement des Six, nous proclamons aujourd'hui que la première expérience d'intégration européenne a prouvé la volonté des Six de collaborer de façon toujours plus large avec les autres nations.

Pour une zone de libre échange du charbon et de l'acier

On veut faire au marché commun un procès d'intentions. Or le marché commun et l'Euratom procèdent du même esprit que la C.E.C.A. Durant cinq ans nul n'a pu constater chez cette dernière la moindre tendance à l'autarcie ni au repli sur elle-même, au contraire. De même la Communauté économique européenne ne songe pas à séparer la coopération européenne de la coopération internationale dans son sens le plus étendu.

Cet exposé a recueilli les marques d'approbation de l'Assemblée unanime.

La zone de libre échange avec la Grande-Bretagne

L'Assemblée a entendu ensuite M. Gozard, qui a notamment repris la suggestion de réaliser sans plus attendre la zone de libre-échange avec la Grande-Bretagne dans le domaine du charbon et de l'acier. Ce sera là, a dit M. Gozard, une bonne réponse aux détracteurs de la Communauté des Six.

Les Résolutions finales

Dans l'après midi du 9, M. Hans Furler annonçait la clôture de la session romaine de l'Assemblée. La prochaine session était convoquée à Strasbourg du 24 au 28 février 1958.



M. Giovanni Gronchi parle à l'Assemblée

Quatre Résolutions étaient approuvées:

1) Le commerce dans la Communauté:

L'Exécutif de la C.E.C.A. dispose de «pouvoirs limités mais importants». Les gouvernements sont invités à mettre en œuvre tous les moyens permettant l'actuation de l'aide mutuelle, et à coordonner la politique de chaque Etat avec le Marché Commun. On réfute les craintes exprimées à propos des «dangers dérivant de l'orientation protectionniste des Communautés européennes et de l'inclusion des territoires d'Outremer dans le Marché Commun». On souhaite la stipulation d'accords permettant d'inclure le charbon et l'acier dans la zone de libre échange.

2) Circulation des travailleurs:

Le problème intéresse plus particulièrement l'Italie, la plus grande exportatrice de main d'œuvre. La Résolution admet que jusqu'ici la C.E.C.A. a fait peu de chose, et fixe les points suivants: respect de la libre volonté du travailleur émigrant; assurer le logement et la préparation professionnelle adéquate pour faciliter l'acclimatation du travailleur en pays étranger; la Haute Autorité doit étudier ces problèmes et soumettre le résultat de ses travaux à l'As-

semblée; l'émigration doit être organisée par les gouvernements d'accord avec les représentants des travailleurs et des employeurs; le travailleur doit être amplement informé sur les conditions de vie et de travail qui lui seront faites en territoire étranger. Enfin l'Assemblée se déclare favorable à l'adoption d'un système d'émigration progressive pour que le recrutement et l'accueil soient mieux organisés.

3) Sécurité dans les mines:

La formation professionnelle du mineur est le point de départ indispensable. La rétribution fixée à l'heure doit comprendre non seulement les heures de travail effectif dans la mine, mais aussi le temps nécessaire aux préparatifs qui garantissent la sécurité. Les représentants des travailleurs dans les mines doivent participer de droit aux pourparlers et souscrire aux conventions sur les salaires.

4) Unité des transport européens:

Jusqu'ici on a fait très peu à ce point de vue. Et pourtant la coordination des services de transport est une question vitale pour le Marché Commun et pour la lutte contre les protectionnismes directs ou indirects. Il faut arriver à abaisser les prix,

Russie 1917 - 1957

par
W. N. EWER
correspondant diplomati-
que du Daily Herald

Il y a quarante ans exactement, le 7 novembre 1917, les ouvriers de Petrograd chassèrent le gouvernement provisoire qui avait péniblement dirigé la vie de la Russie après l'abdication du Tsar, au mois de mars précédent, et proclamèrent le gouvernement soviétique chaperonné par Lenine. Bien peu, à l'époque, se rendirent compte que cet événement marquait l'un des tournants les plus tragiques de l'histoire du monde.

En évoquant ces journées on cherche à comprendre ce qu'était alors l'esprit de la Révolution. Quels étaient ses buts? Pourquoi les masses — soldats, ouvriers, paysans — se sont-elles révoltées? Quelle société les dirigeaient-ils de créer quand ils s'emparèrent du pouvoir? Comment faire le point de la situation, en 1957, par rapport aux espoirs et aux aspirations de 1917?

Les requêtes des masses étaient claires. Avant tout elles voulaient la fin de la guerre. Sur le front occidental les troupes avaient déjà commencé à se mutiner, à désertter, à refuser de combattre, à fraterniser avec les Allemands. Kerensky était d'avis de continuer la guerre; Lenine voulait négocier une paix immédiate.

En deuxième lieu venaient les requêtes des paysans qui voulaient des terres. Eux aussi avaient commencé à se révolter. En de nombreux endroits les moujiks s'étaient soulevés, avaient chassé les propriétaires fonciers, s'étaient emparés de la terre.

Tels étaient les slogans de la Révolution russe. Au matin du

Un peu d'histoire...

7 novembre le Comité Révolutionnaire de Petrograd annonçait la chute du gouvernement provisoire. «La cause pour laquelle le peuple a combattu — proposition immédiate d'une paix démocratique, abolition des droits de propriété des grands propriétaires fonciers, contrôle des travailleurs sur la production, création d'un gouvernement soviétique — est désormais assurée».

Ces requêtes étaient suivies d'une autre, et d'une promesse: la liberté. «Les masses — avait écrit Lenine en avril — ont besoin de paix, de pain, de terres». Les Bolcheviks leur promirent la liberté. Dans les «Thèses» d'avril Lenine pose le problème en termes simples. Liberté signifiait: «abolition de la police, de l'armée, de la bureaucratie». Ce qui voulait dire que tous les fonctionnaires auraient été élus et passibles de révocation, que «leurs traitements n'auraient pas dépassé le salaire moyen d'un ouvrier compétent». Aux paysans on aurait demandé uniquement «qu'ils travaillent sur un rythme égal et régulier» disant-il dans «L'Etat et la Révolution».

Il y aurait eu une période de transition tant que «la résistance des capitalistes n'aurait pas été brisée et les classes abolies» et durant cette période on aurait procédé à la suppression des «exploitants et des oppresseurs». Mais, une fois cette période finie, on «réaliserait une démocratie vraiment complète, une démocratie sans privilégié... Démocratie signifiant égalité».

Tels étaient les espoirs et les promesses de 1917 — et non pas seulement en Russie. «Un nouveau monde est en train de naître, un monde de travail et de peuples libres» disait une proclamation de décembre. Tel était le monde qui devait être créé et telle était la société qui devait naître de la Révolution. Nous voilà fort loin de la réa-

lité de 1957: seuls ceux dont la mémoire peut remonter 40 ans en arrière peuvent comprendre à quel point! Car nous avons fini par nous habituer à penser à la société soviétique telle qu'elle est aujourd'hui...

Bien des choses sont allées échouer dans ce que Trotsky appela une fois «le seau à ordures de l'histoire».

L'égalité — désormais considérée comme un but ultime infiniment éloigné — a été depuis longtemps dénoncée comme une hérésie. Et l'on peut en dire autant du soi-disant contrôle qui devait être exercé par les ouvriers. Les paysans, obligés à faire partie des entreprises collectives ou gouvernementales n'ont plus de terres. La bureaucratie (qu'il s'agisse de la bureaucratie ministérielle ou de la bureaucratie de «parti») est plus puissante qu'au temps des Tsars. La police politique (même si ses pouvoirs ont été un peu diminués depuis Beria) existe toujours. Les libertés des individus sont restreintes au point d'être à peu près inexistantes. Les distinctions de classe sont plus nettes que dans la plupart des Pays occidentaux. Le principe de la «centralisation démocratique» confère au Praesidium du Parti Communiste un pouvoir absolu. Et ce dont le régime s'enorgueillit le plus c'est que les forces armées soviétiques puissent être les plus puissantes du monde. L'accent n'est pas posé sur la «liberté», «l'égalité», la «fraternité», moins encore sur le bien-être, mais sur la «puissance soviétique».

Et l'on pense aux paroles de William Morris, dans «A dream of John Ball»:

«Je pensais que les hommes combattent et que finalement la chose pour laquelle ils ont combattu se réalise; une fois réalisée, ils s'aperçoivent alors qu'elle n'est pas ce qu'ils voulaient et d'autres hommes doivent combattre pour ce qu'ils voulaient, en l'appelant d'un autre nom».

... à propos de deux anniversaires

De la revue "Saturne", (n° 14, Août-Septembre 1957) nous extrayons quelques

Le Comité rappelle qu'après des élections libres en 1945 tous les dirigeants non communistes ont été éliminés et qu'en 1949 la Hongrie est devenue officiellement une démocratie populaire.

« La réalité du pouvoir se trouvait entre les mains de Mátyás Rákosi, communiste formé à Moscou. Sous son régime, la Hongrie s'est conformée de plus en plus étroitement au modèle soviétique. La liberté d'expression et la liberté individuelle ont cessé d'exister. Les emprisonnements arbitraires sont devenus monnaie courante et des épurations ont été entreprises tant à l'intérieur qu'en dehors des rangs du Parti. En juin 1949, le ministre des Affaires étrangères, László Rajk, a été arrêté, accusé d'avoir tenté de renverser le régime démocratique et pendu. Un grand nombre d'autres personnes ont été, elles aussi, victimes de mesures aussi radicales. Cela a été facilité par l'existence d'une police d'Etat fortement organisée, l'A.V.H., instrument de terreur aux mains du régime qui devint aux yeux du peuple le symbole même du régime de Rákosi ».

Après le 20e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S. la réhabilitation de Rajk et le remplacement de Rákosi par Gerö, les Hongrois s'étaient attendus à un adoucissement du régime.

« Les premières protestations contre le régime dictatorial du Parti ont été formulées par certains écrivains hongrois, dès l'automne 1955. Les articles publiés par ces écrivains concernaient principalement la doctrine de l'obéissance au Parti dans le domaine de la littérature et l'intervention des porte-parole et bureaucrates du Parti dans la création littéraire ou artistique. Bien qu'un grand nombre d'écrivains eussent été arrêtés, le

champ de ces protestations s'est élargi progressivement et il s'est étendu à d'autres griefs du peuple hongrois. Au cours de l'été 1956, la création du Cercle Petöfi a fourni un nouveau centre de discussion où, souvent, on critiquait le régime. Ce cercle était patronné par le Disz, organisation officielle de la jeunesse communiste et la plupart de ceux qui assistaient à ses débats étaient de jeunes intellectuels communistes.

Le 19 octobre, le ministre de l'Education, Albert Könlö, a annoncé certains changements comme suite aux demandes formulées par les étudiants hongrois. En particulier, il prenait l'engagement d'abolir l'enseignement obligatoire du russe dans les écoles. Cette déclaration a été suivie, à Szeged et dans d'autres villes, de manifestations d'étudiants au cours desquelles les étudiants ont discuté et adopté diverses revendications allant plus loin encore. Au cours de la même journée du 19 octobre, est parvenue la nouvelle que la Pologne acquérait une plus grande indépendance vis-à-vis de l'U.R.S.S. et cette nouvelle a été reçue en Hongrie avec enthousiasme. Une amitié traditionnelle unit les deux peuples depuis des siècles.

On a dit que les troupes soviétiques avaient été appelées pour faire face aux désordres qui ont commencé dans la nuit du 23 au 24 octobre, mais certains faits montrent que les autorités soviétiques prenaient leurs dispositions dès le 20 ou le 22 octobre pour intervenir en Hongrie avec leurs forces armées. Les 20 et 21 octobre, des ponts flottants étaient établis à Záhony, sur la frontière hongaro-soviétique. Les 21 et 22 octobre, les officiers soviétiques en permission et les officiers de réserve parlant le hongrois qui se trouvaient dans les régions voisines de Roumanie étaient rap-

« Nous avons foi dans le triomphe des victoires apparentes de la domination ne sont jamais durables et, moi de l'épouvantable hécatombe provoquée par une réaction immédiate fut impuissante (incapacité de se défendre), la Némésis pendant, à se manifester; et les partisans de ce régime fut sévère comme il était peut-être inévitablement germanique. Aujourd'hui, la barbare frappé d'autres peuples, en se déchaînant, a rencontré, chez celle-ci qui a suscité l'admiration émue, le sacrifice de la fleur de la jeunesse d'autres fils innocents de cette nation. L'établissement de son indépendance par ceux qui se leurrent encore dans les larmes et de combien de sang au Kremlin. En honorant ceux qui ont fait cette lutte épique, nous voulons honorer ceux qui sont morts pour cette liberté. La liberté a été menacée ou violée par l'ennemi qui est le bolchevisme »

pelés. Le 22 octobre, on observait que les forces soviétiques stationnées dans l'ouest de la Hongrie étaient en marche vers Budapest.

Meetings et manifestations

La veille du jour où ont eu lieu des manifestations de masse, c'est-à-dire le 22 octobre, un certain nombre de meetings d'étudiants ont été organisés à Budapest. Au plus important de ces meetings, tenu par les étudiants de l'Université technique. Les étudiants ont adopté une liste de seize revendications exprimant leur opinion en matière de politique nationale. On a

Evénements tragiques pour l'Europe

Les passages de "La vérité sur l'insurrection hongroise," de Théo Bernard

phie futur de la justice, car les
 tion arbitraire et de l'iniquité
 ns encore, définitives. Si, lors
 voquée par le régime hitlérien,
 ossible (car les victimes dési-
 divers Pays et dans l'impossi-
 s historique ne tarda pas, ce-
 châtiment des chefs et des
 e et terrible, englobant même
 le, une partie saine du peuple
 partie soviétique qui avait déjà
 chainant contre la nation hon-
 i, une résistance indomptable
 le tout le monde civilisé. Puis-
 jeunesse hongroise et de tant
 noble nation, conduire au ré-
 nce et révéler, de surcroît, à
 s tous les pays, « de combien
 g est inondée » la tyrannie du
 sont vaillamment tombés dans
 honorer en même temps tous
 même sainte cause, partout où
 lée par le plus terrible de ses

GIORGIO DEL VECCHIO
 (Bulletin Européen - Déc. 1956)

appris au cours du meeting que
 l'Union des écrivains hongrois se
 proposait d'exprimer sa solidari-
 té avec la Pologne, le lendemain,
 en déposant une couronne au
 pied de la statue du général Bem,
 l'un des héros de la guerre d'in-
 dépendance de 1848-49 et qui é-
 tait d'origine polonaise. Là-des-
 sus, les étudiants ont décidé de
 participer silencieusement à cet-
 te manifestation.

De bonne heure le lendemain,
 tout Budapest connaissait les
 revendications des étudiants. Les
 témoins parlent d'une atmosph-
 ère d'exaltation et d'espoir. Radio-
 Budapest a mentionné la
 manifestation projetée, mais
 publié ensuite un communiqué
 du ministre de l'Intérieur inter-

disant la manifestation. Cepen-
 dant, l'interdiction a été levée
 au début de l'après-midi quand
 la manifestation avait déjà com-
 mencé. Des milliers de jeunes
 gens y ont participé, parmi les-
 quels des étudiants, des ouvriers
 d'usine, des soldats en unifor-
 me, etc. Une manifestation ana-
 logue a eu lieu devant la statue
 de Petöfi.

Devant la statue du général
 Bem, Uéter Veres, président de
 l'Union des écrivains, a lu un
 manifeste à la foule. La plus
 grande partie de la foule a tra-
 versé ensuite le Danube pour se
 joindre aux manifestants qui se
 trouvaient devant le Palais du
 Parlement où, vers 18 heures,
 se sont trouvées réunies de 200
 à 300.000 personnes.

Les premières coups de feu

Jusqu'à là tout laissait penser
 que la manifestation se termine-
 rait par le retour des manifest-
 ants dans leur foyers. Mais un
 événement s'est produit à 20
 heures, qui a exaspéré le per-
 ple. Le premier secrétaire du
 Comité central du Parti, Ernö
 Gerö, était rentré le matin mê-
 me d'une visite au maréchal Ti-
 to et le public attendait avec
 impatience le discours qu'il al-
 lait prononcer à la radio. L'es-
 poir général était qu'il tiendrait
 compte des revendications popu-
 laires formulées par les étu-
 diants et ferait une déclaration
 conciliante à ce sujet. Mais Ernö
 Gerö n'a fait dans son discours
 aucune des concessions qui é-
 taient espérées et le ton de ce
 discours a mis le peuple en col-
 ère. A la même heure, un autre
 groupe de manifestants avait
 pris sur lui de mettre à exécu-
 tion l'une des revendications des
 étudiants: faire disparaître la
 statue de Staline. La statue était
 renversée à 21 h. 30 et à cette
 heure-là le mécontentement se
 donnait libre cours au sujet du
 discours de M. Gerö.

Le 22 octobre au soir, quel-
 ques étudiants avaient essayé
 de faire radiodiffuser leurs re-
 vendications par Radio-Buda-
 pest pour les porter à l'atten-
 tion du peuple hongrois tout
 entier. Le Service de la censure
 n'avait pas consenti à radiodif-
 fuser les revendications relati-
 ves au retrait des troupes so-
 viétiques et à des élections li-
 bres et les étudiants avaient re-
 fusé de ne laisser publier qu'
 une partie de leurs revendica-
 tions. Le lendemain, quelques é-
 tudiants qui étaient partis de
 la statue de Bem, se sont ren-
 dus à l'immeuble de la radio-
 diffusion avec l'intention de fai-
 re une nouvelle tentative pour
 faire radiodiffuser leurs reven-
 dications. Une grande foule s'est
 réunie auprès de l'immeuble,
 qui était gardé par l'A.V.H. (po-
 lice de sécurité d'Etat). Les étu-
 diants ont envoyé une déléga-
 tion dans le bâtiment pour né-
 gocier avec le directeur. La fou-
 le a attendu en vain le retour
 de cette délégalion et le bruit
 a fini par courir qu'un délégué
 avait essuyé un coup de feu.
 Peu après 21 heures, des bom-
 bes lacrymogènes ont été lan-
 cées des fenêtres des étages su-
 périeur et une ou deux minutes
 plus tard, les hommes de l'A. V.
 H. ont ouvert le feu sur la fou-
 le, tuant ou blessant un grand
 nombre de gens. Dans la mesu-
 re où l'on peut fixer avec pré-
 cision le moment où une mani-
 festation pacifique s'est transfor-
 mée en une insurrection, on
 peut dire que c'est le moment
 où les agents de l'A.V.H., déjà
 abhorrés et universellement
 craints par leurs compatriotes,
 ont attaqué des personnes sans
 défense. La colère de la foule a
 redoublé à l'arrivée d'ambulan-
 ces blanches, portant les pla-
 ques de la Croix-Rouge. Au lieu
 des équipes de secours d'urgen-
 ce, ce sont des policiers de l'A.
 V. H. qui sont sortis des voitu-
 res, portant la blouse blanche

des docteurs. Des manifestants furieux les ont attaqués et c'est de cette façon que les manifestants se sont procuré leurs premières armes. Des forces hongroises furent dépêchées pour renforcer l'A.V.H., mais, après avoir hésité un moment, elles se sont rangées du côté de la foule.

* * *

Pendant ce temps, des ouvriers de Csepel, d'Ujpest et d'autres quartiers ouvriers, apprenaient les événements par téléphone. Ils se sont emparés de camions et se sont dirigés sur Budapest, se procurant en chemin des armes auprès de soldats ou de policiers sympathisants ou dans les casernes ou des fabriques d'armes. A partir de 23 heures environ, l'immeuble de la radio était sous le feu d'armes légères et à minuit la radio annonçait que des échouffourées avaient eu lieu en « plusieurs points » de la ville. Au cours des premières heures de la matinée du 24 octobre, les manifestants se sont emparés de l'immeuble de la radio, mais ils ont été délogés par la suite. Aux bureaux du journal du Parti communiste, Szabad Nép, d'autres policiers de l'A.V.H. ont ouvert le feu sur des manifestants sans armes. Ultérieurement, des insurgés qui s'étaient procurés des armes sont venus à bout de l'A.V.H. et ont occupé les locaux du journal.

Pendant que l'on se battait à l'immeuble de la radio, les premiers tanks soviétiques faisaient leur apparition à Budapest vers 2 heures du matin le 24 octobre et, peu après, ils entraient en action. L'intervention soviétique n'a cependant pas été annoncée avant 9 heures.

L'insurrection armée

Avant de parler des troupes soviétiques, Radio-Budapest avait annoncé à 8 h. 13 qu'Imre Nagy avait été proposé comme prochain président du Conseil à une réunion nocturne du Comité central du Parti des travailleurs hongrois (Parti communiste). Une demi-heure plus tard, on annonçait l'entrée en vigueur

d'une procédure sommaire et d'après l'annonceur l'ordre était « signé d'Imre Nagy président du Conseil ». Ce n'est qu'ensuite, à 9 heures, qu'il a été dit que le gouvernement avait « demandé l'aide des formations soviétiques stationnées en Hongrie ».

Malgré l'habileté avec laquelle la radio présentait les événements en donnant l'impression que M. Nagy était l'auteur de ces décisions, certains, se rappelant son opposition aux mesures arbitraires et la lutte qu'il avait menée pour assouplir le régime, ont soupçonné la supercherie. En outre, M. Nagy n'avait aucun titre officiel la veille encore. Si vraiment l'appel à l'aide soviétique avait émané de lui, on se rendait compte que les forces soviétiques de Cegléd et de Ssékesfehervás n'auraient pu arriver à Budapest le 24 à 2 heures du matin.

Les premiers coups de feu aux abords de l'immeuble de la radio ont marqué le début d'une dure bataille de cinq jours au cours de laquelle le peuple de Budapest a lutté contre les blindés soviétiques et l'A.V.H. La police ordinaire a sympathisé avec les insurgés, leur donnant des armes ou luttant à leurs côtés. Certaines unités de l'armée hongroise sont passées telles quelles du côté des insurgés mais, dans l'ensemble, l'armée s'est désintéressée dès le début de l'insurrection. Partout où ils pouvaient le faire, les soldats hongrois ont livré armes et munitions à leurs compatriotes insurgés et, dans de très nombreux cas, ont déserté individuellement ou en groupes.

Les combattants de la liberté, dont la plupart étaient des ouvriers et qui comptaient aussi dans leurs rangs un certain nombre d'étudiants, ont en général combattu par petits groupes, encore que certains d'entre eux aient occupé des points de résistance comme le cinéma Corvin. Une arme fréquemment utilisée contre les chars russes a été le « cocktail Molotov », une bouteille remplie d'essence, dont le bouchon n'était pas solidement fixé et qui explosait lorsqu'on la jetait contre un char. Ces méthodes improvisées

se sont révélées très efficaces contre les véhicules blindés soviétiques, qui ont éprouvé de la difficulté à manoeuvrer, particulièrement dans des rues étroites, et à rivaliser en mobilité avec les jeunes combattants hongrois, dont certains étaient des enfants.

Les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers

La plupart des troupes soviétiques disponibles avaient été envoyées à Budapest et, pendant ce temps, il y avait relativement peu de combats en province. Là, pendant les premiers jours de l'insurrection, on a assisté à un transfert du pouvoir, qui est passé de la bureaucratie communiste aux nouveaux conseils d'ouvriers et conseils révolutionnaires. Dans la plupart des cas, ces conseils ont pris le pouvoir sans opposition. Les conseils représentaient une réaction spontanée contre les méthodes dictatoriales du régime. Il y a eu aussi des conseils ou des comités révolutionnaires dans l'armée, dans les services ministériels, dans les professions libérales et dans des services tels que la radio et l'Agence télégraphique hongroise. Les conseils ont présenté diverses revendications politiques et économiques, demandant le retrait des troupes soviétiques, des élections libres au scrutin secret, une complète liberté d'expression et la suppression du parti unique. Celui de ces organes qui a exercé le plus d'influence a probablement été le Conseil national transdanubien, qui représentait la population de la Hongrie occidentale.

Les conseils d'ouvriers se sont constitués dans des centres d'activité divers : usines, mines, entreprises industrielles, etc. Ils ont eux aussi avancé des revendications politiques et ont exercé une influence considérable. Mais leur objet essentiel était de permettre aux ouvriers d'avoir vraiment leur mot à dire dans la gestion des entreprises. L'apparition des conseils révolutionnaires et des conseils d'ouvriers dans toute la Hongrie a été l'un des traits les plus caractéristiques de l'in-

surrection. Elle a représenté la première mesure pratique tendant à rétablir l'ordre et à réorganiser l'économie hongroise sur une base socialiste, mais sans que le Parti exerce son contrôle rigide ou que la terreur sévise».

C'est alors le remplacement de Gerő par Kadar au secrétariat du Parti communiste, l'installation de Nagy jusque-là détenu par les Russes au siège du parlement, le cessez-le-feu. Un nouveau Gouvernement est formé qui comprend les non communistes.

Le 1er novembre, Nagy protestait auprès de l'ambassadeur soviétique contre l'entrée de nouvelles troupes russes en Hongrie et proclamait la neutralité du pays.

Le 3 novembre, une délégation hongroise était invitée à régler un accord en vue du retrait des troupes soviétiques, au quartier général soviétique de Tököl.

« Les négociateurs hongrois ont assisté à un banquet donné en leur honneur par les représentants militaires soviétiques à Tököl. Il était près de minuit quand la réception a été interrompue par l'arrivée du général Serov, chef de la police de sécurité soviétique, qui a pénétré dans la salle accompagné d'agents du N.K.V.D. et ordonné l'arrestation de la délégation hongroise.

Les communications ayant été interrompues entre le Gouvernement de M. Nagy et le général Maléter, on a commencé à éprouver une vive inquiétude au Palais du Parlement. Pendant la nuit, la gravité de la situation a été mise en lumière par de nombreuses communications téléphoniques reçues au Palais du Parlement. Tous les correspondants signalaient que des forces soviétiques, en formation de combat, ne cessaient de progresser et les organes révolutionnaires demandaient d'urgence la permission de s'opposer à cette avance par la force. On a estimé qu'environ 2.500 tanks et 1.000 véhicules d'appui soviétiques étaient en Hongrie le 3 novembre. Les centres stratégiques, les aérodromes, les voies ferrées et les routes étaient tous

passés sous contrôle soviétique. Cependant M. Nagy a donné expressément l'ordre de ne pas ouvrir le feu sur les troupes russes car il croyait que l'on comptait encore voir aboutir les négociations en vu du retrait des troupes soviétiques. Cet ordre n'a été rapporté qu'après l'annonce de la création d'un autre gouvernement par M. Kádár. M. Nagy a convoqué alors un conseil de cabinet où il fut décidé de résister aux troupes soviétiques par la force.

Prenant la parole au micro de Radio-Budapest à 5 h 20, M. Nagy a annoncé que les troupes soviétiques avaient attaqué la capitale « dans l'intention manifeste de renverser le gouvernement légal et démocratiques de la Hongrie ». Il a ajouté que son Gouvernement était à son poste et que les troupes hongroises combattaient. En fait, on se battait sur les grandes routes aux environs de Budapest. Malgré la supériorité écrasante des forces soviétiques, les barricades, construites à la hâte par les combattants hongrois, ont constitué un premier obstacle à l'avance russe. L'armée hongroise, la garde nationale et des groupes de combattants de la liberté qui étaient pour la plupart équipés uniquement d'armes légères luttaient côte à côte contre les chars qui progressaient. Peu après 8 h., Radio Budapest se faisait entendre pour la dernière fois; c'était un appel invitant les écrivains et les savants du monde à aider le peuple hongrois. Les unités blindées soviétiques avaient alors percé les défenses de Budapest et elles contrôlaient les ponts du Danube, le Palais du Parlement et le central téléphonique principal».

C'est alors que M. Kadar déclara avoir formé un Gouvernement. En réalité:

« l'autorité en Hongrie appartenait au Commandement militaire soviétique; c'était lui qui donnait des ordres au peuple hongrois touchant la remise des armes, la circulation dans les rues, le ravitaillement et d'autres questions relevant de l'administration civile. Rien ne permet de penser qu'aucun groupement hongrois se soit opposé aux actions de M. Nagy qui, dans la

plupart des cas, ne faisaient que correspondre aux revendications sur lesquelles les conseils révolutionnaires et les conseils d'ouvriers avaient insisté depuis le début du soulèvement. Tous les éléments de preuve montrent que les troupes soviétiques ont combattu seules contre les Hongrois. A l'exception d'anciens agents de l'A.V.H. et de quelques anciens fonctionnaires du Parti, aucun Hongrois, organisé ou non, n'a lutté aux côtés des Russes. Une bonne partie des troupes fraîches amenées en Hongrie pour la deuxième intervention soviétique, venaient de régions éloignées de l'Asie centrale. Beaucoup de ces soldats croyaient qu'ils étaient en Egypte et que leur mission était de combattre les « impérialistes » anglo-français.

Nagy est enlevé et par la force des choses: « s'était emparées de la Hongrie par une intervention armée, les autorités soviétiques se sont trouvées obligées, par suite de l'arrêt complet des rouages administratifs, d'administrer un pays dont elles avaient renversé le Gouvernement soutenu par le peuple. Le Gouvernement de M. Kádár installé par les Soviétiques n'avait pas de partisans dans le pays, sauf quelques agents de l'ancienne A.V.H. et quelques officiers supérieurs de l'armée hongroise ainsi qu'un petit groupe d'anciens fonctionnaires du Parti communiste relevés de leurs fonctions pendant l'insurrection. Ayant brisé la résistance armée du peuple hongrois par une attaque massive, les autorités soviétiques ont eu à faire face à la résistance passive de la population hongroise.

Se trouvant aux prises avec cette résistance de toute la nation, le Commandement militaire soviétique a commencé par recourir à des arrestations massives.

Fréquemment, les prisonniers n'étaient pas remis aux autorités hongroises mais entassés dans des trains ou des camions et déportés, sous escorte russe, en U.R.S.S. On ne possède pas de chiffres précis quant au nombre des citoyens hongrois déportés, mais il s'élève certainement à plusieurs milliers.

Ceux dont on n'a pas parlé



Azione Cattolica Romana

I PRINCIPI DELLA CHIESA CATTOLICA ROMENA ASSASSINATI IN SILENZIO



VASILE AFTENIE

Vasile Aftenie, vescovo di Fagaras, assassinato nel 1948.



ANTON DURCOVICI

Anton Durcovici, vescovo di Alba Julia, assassinato nel 1948.



IULIU HOSSU

Iuliu Hossu, vescovo di Lugoj, assassinato nel 1948.



VALERIU TRAIAN FRENTIU

Valeriu Traian Frentiu, vescovo di Oradia Mare, assassinato nel 1948.



ALEXANDRU RUSU

Alexandru Rusu, vescovo di Maramures, assassinato nel 1948.



IOAN SUCIU

Ioan Suci, vescovo di Lugoj, assassinato nel 1948.



IOAN BALAN

Ioan Balan, vescovo di Lugoj, assassinato nel 1948.



IULIU HOSSU

Iuliu Hossu, vescovo di Lugoj, assassinato nel 1948.

doxe et le régime communiste, avait rencontré deux circonstances favorables: la dépendance politique et administrative où se trouvait le clergé orthodoxe vis à vis des organes gouvernementaux et le fait que cette Eglise, en état de crise, était dépourvue depuis une trentaine d'années, de chefs intrants et énergiques. Cette parenthèse était nécessaire pour préciser que ce ne fut pas toute l'Eglise Orthodoxe, mais seulement quelques uns de ses chefs, et par bonheur peu d'entre eux qui acceptèrent, et d'ailleurs contre leur propre volonté, la collaboration avec Moscou.

Quant aux prélats catholiques roumains ils adoptèrent l'attitude exactement contraire: les pressions communistes rencontrèrent, en octobre 1948, un véritable mur de résistance contre lequel la volonté de Moscou demeura sans effet. On eut alors recours aux arrestations et aux condamnations. De tous les évêques catholiques qui furent arrêtés, deux seulement seraient encore en vie si l'on en croit les nouvelles parvenues de Roumanie. Nous ne savons pas très bien à quelles circonstances mystérieuses est dû le peu de bruit qu'a fait dans le monde libre l'héroïsme dont ont fait preuve les princes de l'Eglise Catholique roumaine, « assassinés en silence » comme le dit justement un journal catholique publié à Rome et dont nous reproduisons le fac simile d'une page consacrée à ces martyrs.

En ces tristes anniversaires des martyrs de la Russie, nous rappelons avec admiration et vénération, les noms de Vasile Aftenie, évêque de Fagaras, Valeriu Traian Frentiu, évêque d'Oradia Mare, Ioan Suci, évêque d'Alba-Julia, Anton Durcovici, évêque de Iasi, Ioan Balan, évêque de Lugoj, Alexandru Rusu, évêque de Maramures, Iuliu Hossu, évêque de Cluj, et Anton Bisoc de l'Ordre des Frères Français.

Neuf ans ont passé depuis que le régime communiste de Bucarest a supprimé l'Eglise Catholique Unie Roumaine.

Les méthodes employées en 1948 par les communistes furent d'une cruauté exceptionnelle et les Princes de l'Eglise Catholique de rite byzantin en furent les premières victimes. Fermes

dans leur foi, ils refusèrent absolument d'accepter ce qu'on appelait le « retour à l'église orthodoxe », laquelle — pour des raisons dont nous ne occupons pas ici — est soumise au « maître » moscovite. Mais il convient de préciser, pour la vérité historique, que la « collaboration » entre l'Eglise Ortho-

Crise de l'Europe et Crise du Droit

par Giorgio Del Vecchio

Avant d'aborder la *crise de l'Europe* et le problème de l'unification européenne, il n'est pas inutile de parler de cette *crise du droit international*, moins sentie peut-être, mais qui n'en est pas moins, si je ne me trompe, la cause principale de la crise européenne.

Comme on le sait, la théorie prédominante aujourd'hui dans le secteur du droit international est celle que l'on fait remonter à la Paix de Westphalie (1648). Les idées, courantes au Moyen Age, sur l'autorité mondiale de l'Empire Romain et de l'Eglise comme puissance temporelle, avaient fait leur temps et on voyait s'affirmer la conception de l'indépendance et de la souveraineté absolue des divers Etats. Selon cette conception, un Etat n'est tenu d'observer que les seules normes de droit international auxquelles il a consenti de sa propre volonté. Et le mot volonté, ici, est entendu comme synonyme d'arbitraire et non pas comme volonté illuminée par la raison ou conforme à une loi quelconque. N'importe quelle décision de qui possède le pouvoir effectif en tant que représentant d'un Etat serait juridiquement valide et suffisante pour nouer ou dénouer des liens et des obligations dans les rapports internationaux.

A mon avis, cette conception prête à de graves erreurs et les arguments dont on a accoutumé de l'étayer ne suffisent pas à réfuter les objections qu'elle soulève. On argue, par exemple, du principe *pacta sunt servanda*, autrement dit l'on affirme que les traités internationaux constituent des obligations valides; mais on ne voit pas que pour être rationnellement acceptable ce principe devrait être défini dans ses conditions essentielles: capacité des parties contractantes, absence de vices de consentement, et légitimité de l'objet, comme c'est justement la norme du droit civil en matière de contrat.

On admet en outre qu'il existe, entre les Etats, l'obligation de se reconnaître réciproquement: ce qui n'est juste que quand il s'agit d'Etats légitimes. Car il n'existe, en vérité, aucune obligation de reconnaître des Etats tyranniques qui violent les principes généraux du droit, autrement dit les maximes fondamentales de l'humanité et de la justice.

Sans aucun doute certains résidus d'idéologies politiques médiévales devaient être éliminés: et, à ce point de vue, il faut admettre que l'affirmation de l'unité et de la souveraineté de l'Etat

a été un progrès par rapport à cette multiplicité des pouvoirs, des hiérarchies et des privilèges qui était une des caractéristiques du féodalisme. Mais cette restauration du concept de souveraineté fut comprise, à grand tort, comme une négation de toute loi naturelle ou divine, c'est-à-dire comme la sanction de la licence la plus absolue, équivalant, en dernière analyse, à l'anarchie.

A la racine des malentendus aujourd'hui si fréquents, en matière de droit international, se trouve la confusion existant entre arbitraire et liberté: deux notions qui devraient être, au contraire, nettement distinctes. Seule une vue superficielle peut confondre liberté et absence de loi: en vérité seul est libre celui qui suit la loi de sa propre nature. Et parce que l'homme est, de par sa nature, une créature spirituelle, nous pouvons dire qu'il est d'autant plus libre qu'il obéit davantage à l'esprit et s'affranchit des passions pour suivre l'impératif universel de la raison. Ce qui est vrai aussi bien au point de vue moral qu'au point de vue juridique: et aussi bien pour les individus que pour les nations et les Etats.

Comme chacun sait, dans l'organisation intérieure des Etats la liberté n'est possible que quand la loi est respectée; et plus les infractions aux lois sont graves et fréquentes, plus elle est en danger. De même faut-il affirmer la suprématie de la loi dans les relations internationales ou entre Etats. Tout comme la souveraineté de l'Etat est liée et subordonnée rationnellement au respect du droit du citoyen dans les rapports intérieurs, de même, dans les rapports d'Etat à Etat, la souveraineté de chacun d'eux ne peut signifier arbitraire sans frein, mais doit au contraire trouver ses fondements dans la loi qui affirme l'unité substantielle du genre humain. Et il n'importe guère que cette loi soit écrite ou non dans un code ou un traité international, car elle est dans notre esprit qui ne peut la renier sans se renier lui-même: tout comme il ne peut renier les principes de la Logique, de la Mathématique et de la Géométrie qui sont et restent valides bien qu'ils n'aient jamais fait l'objet de délibérations formelles ou de votes des corps législatifs.

On pourra le trouver singulier, mais c'est un fait certain: bien avant l'idée de l'unification européenne naquit celle de l'unification mondiale. Déjà les Stoïciens avaient affirmé que l'homme est essentiellement *cosmopolite*, c'est-à-dire citoyen du monde; et qu'il y a une loi natu-

relle, fondée sur la raison, qui a la même valeur pour tous les peuples. Conformément à cette idée que lui avait inculquée à Rhodes le philosophe Poséidonius, Cicéron disait précisément que «*omnes gentes et omni tempore una lex, et sempiterna, et immutabilis continebit*». De même Sénèque déclarait «*aliquid esse commune 'us generis humani*»; «*membra sumus corporis magni*»; et, chose remarquable, il affirmait l'unité de la famille humaine non seulement au point de vue juridique mais aussi au point de vue moral: «*Natura nos cognatos edidit*»; «*hominibus prodesse natura me jubet*»; «*homo in adiutorium mutuum genitus est*» (1).

Il faut remarquer que des idées analogues, plus ou moins explicites, affleurent dans les doctrines philosophiques et religieuses de divers peuples orientaux et, dans une certaine mesure, de tous les peuples; ce qui prouve qu'il y a réellement, dans la conscience humaine, une lumière naturelle, une voix secrète — la voix de la raison — qui, lorsqu'elle est convenablement écoutée et interprétée, conduit chez tous à l'intuition de maximes morales et juridiques applicables à toute l'humanité.

Mais la plus haute, la plus claire et la plus définitive affirmation d'une unique loi, située au delà de toute possible divergence des normes positives et valide pour tout le genre humain, c'est la «bonne nouvelle» du message chrétien. Tous les hommes sont frères, tous portent l'empreinte d'un même esprit, à tous s'impose un même devoir: celui de la charité comme principe et règle universelle de vie, dans les rapports de chacun avec les autres. Et, par inéluctable nécessité de cohérence logique, cet impératif moral s'accompagne de l'impératif juridique: à savoir le postulat d'un droit déterminé par une loi naturelle, supérieure aux lois positives, qui coordonne entre eux non seulement les individus, mais aussi les nations et les Etats, dont il définit les obligations et les facultés respectives. Selon la conception chrétienne cette loi est le reflet de la divine sagesse dans notre esprit humain, adapté aux capacités de sa nature («*secundum proportionem capacitatis humanae naturae*», comme dit saint Thomas).

Le principe de l'unité du genre humain a été encore confirmé par Dante, conformément aux dogmes chrétiens («*totum humanum genus ordinatur ad unum*»; «*genus humanum maxime Deo adsimilatur quando maxime est unum*»), et, dans une argumentation subtile, il en a tracé les développements sur le plan idéologique et moral comme sur le plan politique. Le plan, conçu par Dante, de la Monarchie universelle ne put alors ni ne pourrait aujourd'hui être réalisé; mais dans ses lignes essentielles et parce qu'il propose une organisation unitaire des diverses nations, il exprime une exigence aujourd'hui plus que jamais sentie et vivante.

Au cours des siècles, jusque dans les périodes les plus tourmentées et les plus obscures de l'histoire, il se trouve toujours une voix pour rappeler l'exhortation de l'Évangile et le postulat de la raison humaine pour la pacification

du monde. C'est ainsi qu'au moment où les indigènes du continent américain, qui venaient d'être découverts, étaient victimes de la violence et de la cruauté des *conquistadores*, un grand penseur espagnol, Francisco de Vitoria, prenait leur défense, niait que la différence de religion fût un motif de guerre légitime et affirmait que tous les peuples, les barbares compris, sont naturellement unis par un lien juridique — le *ius inter gente* — que nul n'a le droit de méconnaître. «*Totus orbis*» — disait-il — «*aliquo modo est una respublica*». Dans le même ordre d'idées Vico parla plus tard d'«une grande cité du monde», Wolff d'une «*civitas gentium maxima*», Kant d'une «*Weltrepublik*», chacun illustrant cette idée à sa manière. Et il serait inutile de rappeler ici d'autres formules et d'autres doctrines, et des plus récentes, qui soutiennent des idées dans l'ensemble analogues.

Bien que cette idée de l'unité du genre humain, à laquelle devrait correspondre un système moral et juridique pareillement unitaire, soit encore assez loin de sa réalisation positive, elle a le mérite d'être logiquement bien définie dans son ensemble et de constituer un idéal raisonnable qui représente le but du développement historique de l'humanité.

* * *

Bien plus tard on en vint à concevoir l'unité morale et juridique de l'Europe: mais avec bien plus de difficulté et beaucoup moins de clarté. Même la détermination des frontières géographiques de l'Europe était et est encore objet d'incertitudes; et même, abstraction faite de ce problème, il y eut de sensibles divergences quand il fallut déterminer les éléments caractéristiques qui appartiendraient en commun aux peuples du continent européen. L'idée d'Europe fut parfois confondue avec l'idée d'Occident, parfois avec celle de *Romanité*, parfois avec celle de Christianisme, et l'on essaya aussi de retrouver une unité linguistique de l'Europe (2). Mais tous ces critères se révélèrent incertains, ou insuffisants, ou inexacts, aucun d'eux ne permettant de déterminer une uniformité commune à tous les habitants du continent. L'idée de «romanité», par exemple, ne pouvait s'appliquer qu'à une partie d'entre eux; tandis que celle de «*res publica christiana*» eut certes un rôle d'une certaine importance pendant quelques siècles, au Moyen Age, mais n'acquies jamais de contours précis et en vint à se modifier naturellement, d'abord en s'étendant aux Etats de l'Orient européen au fur et à mesure qu'ils se convertissaient au Christianisme, puis en englobant des peuples d'autres continents chez lesquels avait pénétré la même religion, pour se dissoudre enfin et renaître sous une autre forme et sous un autre nom quand la communauté internationale s'étendit également à des peuples non chrétiens comme les Turcs, les Chinois, les Japonais etc... A dire vrai le Christianisme s'adapte difficilement à un programme politique particulier, limité à une seule partie du monde: il s'adresse à tous les hommes de bonne volonté, en vertu de cet amour

universel qui, comme l'affirmait le Pape Pie XII dans son Message de Noël de 1939, «jette un pont même vers ceux qui n'ont pas le bonheur de participer à notre foi».

Toutefois, l'idée d'unité européenne, vaguement esquissée au Moyen Age, fut affirmée à l'époque moderne (alors même que l'Europe était agitée par de graves bouleversements), en particulier par des penseurs italiens mais aussi par des étrangers. On peut dire que cette idée représente un programme et une aspiration plutôt que la constatation d'un état de fait. Pourtant elle ne manquait pas de points d'appui importants dans la réalité historique. Sans aucun doute, en dehors de quelques apports venus d'Orient, l'Europe avait été, pour ainsi dire, le berceau de la civilisation; il suffit de penser à la tradition classique gréco-romaine qui joua un si grand rôle dans les développements ultérieurs de toutes les formes de pensée. Et il est superflu de rappeler d'autres données d'importance capitale comme, par exemple, le fait que le Christianisme trouva à Rome son plus grand centre de rayonnement; et que d'Europe partirent toutes les grandes inventions et découvertes qui devinrent ensuite le patrimoine commun de toute l'humanité. Remarquable aussi le fait que là s'affirmèrent, au cours d'études séculaires et de bouleversements profonds, les principes de liberté et d'égalité civile qui devinrent les fondements des institutions modernes.

L'Europe étant aussi conçue comme symbole et presque synonyme de civilisation, on comprendra pourquoi l'idée européenne ait été défendue bien plus que par de froids penseurs, par des réformateurs ardents comme Romagnosi, Mazzini et Cattaneo, tournés bien plus vers l'avenir que vers le passé ou le présent. C'est ainsi que Mazzini attribuait à l'Europe une véritable mission au bénéfice de tout le genre humain. «L'Europe — écrivait-il — est le levier du monde. L'Europe est la terre de la liberté. C'est sur elle que repose le destin de l'Univers et c'est à elle que revient la mission d'un développement progressif qui est la loi de l'humanité» (3).

L'idée d'une union des Etats européens naquit et trouva de nombreux adhérents, comme on le sait, de nos jours: d'abord il y eut, après la première guerre mondiale, une série de tentatives qui n'eurent pas grand succès; celles qui suivirent la seconde guerre mondiale donnèrent, menée avec plus vigueur, quelques résultats concrets. Le motif évident de ces nouveaux efforts a été ce que l'on a appelé à juste titre la «crise de l'Europe»: c'est-à-dire le fait qu'en face des scissions et des antagonismes existant entre les divers Etats de l'Occident européen, se dressaient deux puissances infiniment plus fortes: d'un côté les Etats-Unis d'Amérique et de l'autre la Russie, à la fois européenne et asiatique, mais plus asiatique, au fond, qu'européenne. Si la première de ces puissances semblait vouloir enlever à l'Europe son antique suprématie de centre de la civilisation et guide de la politique mondiale, mais

en lui restant cependant spirituellement liée et en lui demeurant solidaire, la seconde représentait et représente encore une menace directe contre la liberté et, par conséquent, contre l'existence même des Etats européens. Ajoutons à cela la rébellion de nombreux peuples asiatiques et africains qui cherchent à s'émanciper et à s'affranchir des anciens liens les rattachant à des nations qui, parfois, les avaient exploités par un opprimant colonialisme, mais leur avaient aussi bien souvent apporté de grands bienfaits en les haussant à un plus haut niveau de vie.

Le seul remède à la décadence qui menace les Etats européens, bien souvent divisés et séparés par des discordes, c'est de développer chez eux le sentiment de solidarité qui les incitera à une union stable.

Plus que le voisinage géographique, les affinités de conceptions morales et juridiques des divers peuples peuvent et doivent constituer la base d'une union internationale effective et organique. Le fait que quelques Etats européens méconnaissent dans leur organisation intérieure les principes fondamentaux de la justice et refusent de donner aux individus les garanties de leurs droits rend, pour le moment, impossible la formation intégrale des «Etats-Unis d'Europe». Par contre, dès maintenant, on peut étendre et multiplier les organisations unitaires entre les Etats européens et même extra-européens qui admettent et garantissent ces mêmes principes fondamentaux et qui veulent réellement vivre et coopérer conformément à ces principes. Réellement: car les belles formules qu'on lit dans la Charte de l'Organisation des Nations Unies et de la «Déclaration universelle des Droits humains» ne sont plus suffisantes quand elles sont gravement contredites par les législations intérieures et les actions politiques quotidiennes de quelques Etats, qui ont, pourtant, donné leur adhésion à ces formules.

* * *

La crise de l'Europe se réduit, en somme, à la crise du droit, aussi bien intérieur qu'international. La solution de cette crise, dans l'un comme dans l'autre cas, doit être menée de pair. Ce n'est qu'en perfectionnant les constitutions des divers Etats qu'on rendra possible la formation graduelle d'une vraie constitution européenne qui préludera, à son tour, sur les mêmes bases, à la formation d'une constitution mondiale. A la thèse funeste de l'arbitraire illimité de chaque Etat doit peu à peu se substituer la reconnaissance de cette loi, obligatoire pour tous, à laquelle nous avons fait plus haut allusion et que l'on peut bien appeler naturelle, car elle est fondée sur notre commune nature humaine. Que l'on prenne bien garde qu'il ne s'agit pas, en cela, de renier, mais bien de rectifier le concept de la souveraineté de l'Etat, laquelle a un vaste champ d'action, mais doit toujours être subordonnée au respect de cette loi, supérieure à toute décision arbitraire et qu'il n'est donné à aucun pouvoir d'abroger.

(Suite en p. 18)

EN MARCHÉ VERS

VIENNE, PARIS, STRASBOURG?

Le maire de Vienne, M. Franz Jonas, a déclaré au début de novembre, dans une allocution radiodiffusée, qu'il proposait Vienne comme siège des futures institutions européennes.

On sait que Paris, Strasbourg et Bruxelles, ont déjà posé leur candidature pour abriter les mêmes institutions.

OU BRUXELLES?

C'est au cours de la cérémonie du jumelage de Bruxelles avec Amsterdam et Luxembourg que le bourgmestre a posé la candidature de la Capitale belge. Voici ses arguments:

Politiquement, elle est la capitale d'un pays qui a conservé, d'une longue et sincère tradition d'indépendance, son renoncement à toute ambition impérialiste et qui, en raison de son appartenance à la civilisation latine comme à la civilisation germanique, et en raison de

son égal respect de toutes les religions, est accueillante à tous.

Géographiquement, Bruxelles est d'un accès aisé pour tous les moyens de transport.

Techniquement, elle dispose de l'équipement le plus moderne permettant d'assurer, rapidement et sûrement, les relations les plus diverses avec l'étranger.

Bruxelles est un centre d'activités intellectuelles, musicales, artistiques, dont le rayonnement est considérable.

Dans le domaine de l'urbanisme, tout en respectant son passé riche de gloire et de beauté, elle autorise les conceptions les plus hardies de l'architecture comme du confort, et la récente création d'ouvrages d'art adaptés aux besoins de la circulation dans une grande ville moderne, vient de donner la mesure de l'audace de ses ingénieurs et architectes, comme celle de l'activité de ses travailleurs.

Le nombre de ses chambre d'hôtel et de ses habitations pri-

vée, multiplié en vue de l'Exposition de 1958, permet d'héberger, avec tout le confort désirable, des hôtes permanents, par dizaines de mille.

Enfin son équipement sportif, ses restaurants renommés, ses distractions de toute nature, l'attrait de ses magasins, dignes des grandes capitales étrangères, l'avantage de sa proximité des Ardennes, de la Côte et des villes d'art de province, la bonhomie et le sens de l'hospitalité de ses habitants, font de Bruxelles un lieu de prédilection, où chaque Européen aura la vivante impression d'être quelque peu chez soi.

Mais la Ville de Bruxelles ne doit pas se borner à des perspectives, des possibilités ou des promesses.

Propriétaire du vaste plateau du Heysel, elle possède le moyen de concrétiser son offre.

A l'exclusion des Grands Palais, dont l'existence est indispensable à l'activité économique

(suite de la p. 17)

Ce « monde civil » est encore jeune (que sont quelques millénaires en face de l'éternité?). L'ère où nous vivons n'est peut-être encore que la préhistoire de l'humanité, qui, presque anarchique encore, se cherche et souvent s'égaré et parfois délire. Mais ses buts suprêmes, que nous montrent la raison et l'Évangile, sont clairs et sûrs. Nous devons croire qu'ils seront atteints un jour, fût-il éloigné, et nous devons nous efforcer d'apporter à cette fin notre contribution, si minime soit-elle.

C'est la mission essentielle de la Philosophie (comme nous avons eu déjà l'occasion de le rappeler) de s'élever au-dessus des contingences particulières pour regarder vers les principes et les fins ultimes; et la facile dérision du vulgaire, qui s'en tient aux faits tangibles du moment qui passe, ne voyant qu'en eux seuls le vrai savoir, ne doit pas distraire le philosophe de son véritable office. Aussi, même si les passions les moins nobles exercent leurs ravages parmi les hommes, même si les droits fondamentaux de la personne, pourtant consacrée par de solennels textes législatifs, sont encore violés dans bien des Pays, l'idéal de la liberté, de l'ordre et de la paix — c'est-à-dire de la justice — n'en doit pas moins être affirmé comme le seul toujours et absolument valide,

aussi bien dans le cadre de chaque État, que dans les relations entre les divers États; jusqu'à ce que l'on atteigne cette unité qui, selon la parole de Dante, est la fin prescrite par Dieu pour la paix et la béatitude de tout le genre humain.

(1) SENEQUE, *Epist.* 48, 95; *De Vita beata*, XXIV, 3; *De ira*, I, 5.

(2) V. C. CURCIO, *L'idea d'Europa nel pensiero politico italiano* (dans le vol. *Nazione, Europa, umanità*, Milan, 1950); id., *Intendimenti antichi e nuovi dell'Europa* (Rome, 1956). Cfr. les relations et discours de divers auteurs, sur le thème *L'Europe* dans les « Actes du Congrès de Sciences morales et historiques - Fondation A. Volta » (Rome, Académie Royale d'Italie, 1933). V. aussi F. CHABOD, *L'idea di Europa* (dans « *Rassegna d'Italia* », a. II, 1947, n. 4); R. CIASCIA, *Vicenda dei confini d'Europa* (dans « *Ulisse* », 1948, fasc. 4); id. *L'unità ideale dell'Europa dall'inizio dell'epoca moderna* (dans « *Civitas* », a. IV, 1953, n. 2); D. VISCONTI, *La concezione unitaria dell'Europa nel Risorgimento italiano* (Milan, 1948); C. MORANDI, *L'idea dell'unità politica dell'Europa nel XIX e XX secolo* (Milan, 1952); P. BREZZI, *Realtà e mito dell'Europa*, (Rome, 1954).

(3) MAZZINI, *Fratellanza dei popoli* (1832; dans « *Scritti editi e inediti* », vol. I, Milan, 1861) p. 287.

L'EUROPE UNIE

de la nation, et réservant à leur service certains terrains avoisinants, cet importante territoire, elle doit la mettre à disposition de la Communauté des Six, afin qu'elle puisse y édifier tous les bâtiments nécessaires à son fonctionnement et y trouver naturellement la sereine ambiance lui assurant l'épanouissement sûr de son activité internationale.

Mais combien de villes d'Europe pourraient présenter un aussi beau palmarès? Certes ce n'est pas de belles capitales que l'Europe risque de manquer?

VERS UNE FEDERATION INTERNATIONALE DU SPECTACLE

Les travailleurs du spectacle vont former un nouveau Secrétariat Professionnel International. Les représentants syndicaux de nombreux pays se sont réunis à Bruxelles du 25 au 28 novembre pour étudier le projet de statut de ce nouveau S.P.I., projet soumis par le syndicat des artistes autrichiens.

PRIX EUROPEENS DU FILM

Au cours d'un gala cinématographique qui s'est déroulé à Strasbourg, les prix européens du film, attribués cet été aux Festivals de Berlin et de Venise, ont été remis solennellement au nom du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe: la Médaille d'Argent du Festival de Venise au film français: « Nous, l'Europe » d'André Chavanne, La Médaille de Bronze du Festival de Venise au Journal d'Actualités italien, sur les travailleurs dans la C.E.C.A.

La Médaille d'Argent du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe à Pathé-Journal.

La Médaille d'Or du Conseil de l'Europe au film allemand « Stresemann » de Jonen.

La Directeur des Services d'Information de la Haute Autorité de la C.E.C.A. a remis la Médaille d'Argent de la Communauté aux « Actualités Françaises ».

Une jeune collaborateur italien de nos bureaux, Antonio Giordano, convaincu de la nécessité de l'Union Européenne, nous a adressé une poésie dont il est l'auteur et où il exprime ses idées avec l'enthousiasme de son âge. Le « Bulletin Européen », heureux de cette marque de confiance et de foi en publie un extrait avec la traduction.

UNITEVI!

*Se è ver che l'unione fa forza
unitevi in nome d'Europa.
Formate una lega che spezzi
le corde che avvincon le genti
di tante nazioni civili.
Stringetevi in patto di ferro
per far che nessuna di voi
con occhio atterrito riguardi
la steppa fatale d'oriente
da dove per secoli è giunto
il barbaro solo desioso
di compiere stragi e conquiste
di avvicinare genti in catene.*

UNISSEZ-VOUS

*...S'il est vrai que l'union fait la force
Unissez-vous au nom d'Europe
Formez une ligue qui brise
les liens qui ligotent les peuples
de tant de nations civiles.
Unissez-vous dans un pacte de fer
afin qu'aucun de vous
ne regarde d'un œil atterré
la fatale steppe d'Orient
d'où pendant des siècles est descendu
pour enchaîner les peuples
le barbare seulement avide
de destruction et de conquêtes.*

bulletin européen

Fondateur CONSTANTIN DRAGAN, Directeur responsable: **GIORGIO BEL VECCHIO**

Direction Rédaction Largo Chigi, 19 - ROME

Tél. 61.260 - 62.578 - 689.570

ABONNEMENTS

Italie Lires 2000

Etranger Dollars 3, -

ABONNEMENTS D'HONNEUR - 5000

ABONNEMENT D'HONNEUR .. 10. -

c/c postale Roma N. 1|16299

Edité par l'Agence de Presse Radio Europe

Registr. Trib. Rome No. 2840 du 15/2/1951

STUDIO TIPOGRAFICO B. S.

P. DEL POPOLO, 3 - ROMA

Bulletin européen

TRIBUNE LIBRE DE L'EUROPEISME

R O M E

Fondé en 1950 par CONSTANTIN DRAGAN

ont collaboré...

Alexandre ARGYROPOULOS, Karl ARNOLD, A. BALLEYGUIER, G. W. de BALZAC, Edward BEDDINGTON BEHRENS, Julien BENDA, Lodovico BENVENUTI, Baron BOEL, Paul BONCOUR, Edouard BONNEFOUS, Endrik BRUGMANS, Raoul BOSSY, Thomas W. BRADEN, Pietro CAMPILLI, Edward CARRAN, Nino CASCINO, René CASSIN, L. E. CLOQUETTE, Elma DANGERFIELD, Michel DEBRE, Dino DEL BO, Giorgio DEL VECCHIO, L. DURAND REVILLE, Constantin DRAGAN, Mircea ELIADE, G. von ESBROECK, W. N. EWER, Enrico FALCK, Ralmond FRANKLIN, Pierre FRIEDEN, Paul GACHE, Grégoire GAFENCO, Enzo GIACCHERO, Amedeo GIANNINI, Guido GONELLA, W. A. 't HART, Stefano JACINI, Jerzi JANKOWSKI, Jacques de JONG, Jacques KAYSER, Pierre de LANUX, Lars J. LIND, Ivan Matteo LOMBARDO, C. LOVERA DI CASTIGLIONE, Edouard LUDWIG, Harold MACMILLAN, J. N. MANZATTI, Alberto MARINELLI, Pierre MENDES FRANCE, Francis DE MIOMANDRE, Umberto MONICO, Albert MOUSSET, Roland MUESSER, Pier Fausto PALUMBO, Giuseppe Ugo PAPI, Giovanni PERSICO, Pedro José PINILLOS, John POMIAN, Lucien RADOUX, Paul RAMADIER, Gonzague de REYNOLDS, Jules ROMAINS, Joseph de ROOVER, Rémy ROURE, Lucien de SAINTELORETTE, A. G. SAMOY, Carlo SFORZA, André SIEGFRIED, Jacques TREMPONT, Pierre VINOT, Raymond WARNIER, Rivington R. WINANT, S.H.C. WOOLRICH, Paul Van ZEELAND.